

LE PACTE DES ACTIONNAIRES A ÉTÉ SIGNÉ HIER

Une société mixte algéro-espagnole pour gérer le trafic routier d'Alger

Alger aura un nouveau système de régulation de la circulation et de gestion des feux tricolores. Une société mixte algéro-espagnole vient d'être créée, le pacte des actionnaires a été signé, hier, au siège de la Wilaya d'Alger, entre deux sociétés algériennes, l'Entreprise de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU) et l'Erma (Etablissement de réalisation et de maintenance d'éclairage) et deux sociétés espagnoles (Indra et Sice).

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Cette société mixte est dénommée Mobilité et éclairage d'Alger (MEA). La cérémonie s'est déroulée au siège de la Wilaya d'Alger, en présence du ministre algérien des Transports et des Travaux publics, Boudjemâa Talai, du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, et de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie.

Les autorités algériennes ont fixé pour les Espagnols un délai de 24 mois à partir du mois de septembre afin d'achever leur

mission qui comporte aussi un transfert de technologie. Car, outre la capitale, ce système performant de régulation routière en vogue dans les plus grandes capitales mondiales, devra être généralisé à l'ensemble des grands centres urbains d'Algérie.

Selon le directeur du transport de la wilaya d'Alger, Rachid Ouezzane, quelque 500 «points noirs» ont d'ores et déjà été identifiés par la wilaya, à charge pour la partie espagnole avec sa technologie de trouver des solutions

adaptées et de les proposer aux autorités.

De son côté, Boudjemâa Talai a exhorté les Espagnols à commencer la mise en place de ce système «dans les meilleurs délais» car «nous sommes pressés», leur a-t-il dit. Il ne manque pas de louer ce système appliqué en Europe notamment et qui, selon lui, pourrait l'être tout autant pour une grande ville comme Alger. «La particularité de ce système consiste en un centre de contrôle qui coordonne les opérations de tous les «robots» que nous allons installer dans la ville pour gérer et améliorer le trafic routier. Il est applicable ici à Alger, pour notre part nous avons l'expérience des grandes villes en Espagne et partout dans le monde», a déclaré le représentant espagnol, Francisco Ximénez.



Des feux tricolores pour améliorer le trafic routier.

Il souligne que pour la première étape, «il s'agira de faire une étude et une consultation en vue d'analyser la topographie, le flux du trafic, la concentration de la

congestion, le type de trafic, et voir quels sont les systèmes déjà mis en place, les horaires, etc.», ajoute-t-il.

Y. D.

CLUB D'AFFAIRES ALGÉRO-ITALIEN

Promouvoir et revaloriser la PME algérienne

Le club d'affaires algéro-italien, rattaché au Forum des chefs d'entreprises, a tenu hier une assemblée générale à Alger qui a réuni une soixantaine d'hommes et de femmes d'affaires des deux pays.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Administrée par la présidente de ce club, Graziella Ferrero, la rencontre d'hier s'est déroulée à huis clos. Les déclarations des participants ne se sont faites qu'une fois les travaux clôturés. Pour ce qui est du fond et des objectifs de cette concertation, l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Michele Giacomelli, a déclaré que le rôle principal de ce club est la mise en relation des opportunités d'affaires et l'accompagne-

ment des investissements algéro-italiens. Ceci en rappelant qu'en 2015, les exportations de l'Algérie vers l'Italie se sont chiffrées à plus de 6 milliards de dollars contre 5 milliards pour ce qui est des importations.

Concernant les secteurs ciblés, le président du FCE, Ali Haddad, a signifié que tous les secteurs sont à développer puisqu'il y est question de diversification de l'économie algérienne hors hydrocarbures. Toutefois, il s'est attardé sur deux branches principales que sont l'agriculture et l'agroalimentaire, en trouvant que le partenaire italien est idéal en matière d'expertise et de proximité géographique.

L'ambassadeur a, quant à lui, évoqué les secteurs de la mécanique et du tourisme. Interrogé sur l'entrave que pourrait

éventuellement constituer la règle d'investissement 49/51, celui-ci a assuré qu'elle n'est pas la question principale puisqu'elle n'est pas toujours problématique. Son impact est effectivement relatif aux secteurs d'investissement, aux actionnaires et aux contextes de leur partenariat.

Le tissu industriel ou économique de l'Italie est composé de PME (petites et moyennes entreprises) à plus de 90%. Selon A.Haddad, c'est un modèle «à copier» ou à reconstruire dans un environnement algérien afin d'accélérer, ou du moins créer une dynamique économique diversifiée en valorisant et en accompagnant la PME algérienne.

Sur une autre toile de fond, le président du FCE a confirmé que le Forum a remis

au gouvernement sa contribution s'agissant des mesures à entreprendre dans la loi de finances 2017 afin d'amortir les retombées de la crise énergétique et de «redonner un nouveau souffle» à l'entrepreneuriat et à la transition économique algériens. Si ceux-ci font, toutefois, l'objet de considérations ou de débat.

N. B.

ACHEUK YUCEF CHAWKI, P-DG DE LA CASNOS :

«Le principe de solidarité s'impose à tous les assurés sociaux»

Acheuk Youcef Chawki, P-dg de la Casnos, Caisse nationale des non salariés, qui était hier à Tizi-Ouzou, s'est livré, dans une conférence de presse, à un exercice de communication sur la stratégie de développement de la Casnos.

En plus des principaux indicateurs de croissance de la caisse qu'il a largement évoqués lors de sa rencontre avec la presse, mardi dernier, à Alger, A. Y. Chawki s'est adressé aux cotisants de Tizi-Ouzou qui se disent assujettis de manière arbitraire au mode de cotisation au maximum, se déclarant, par ailleurs, discriminés par rapport aux affiliés à la Casnos des autres wilayas qui, d'après eux, sont libres de leur choix.

Des allégations démenties et qualifiées de rumeur par le P-dg de la Casnos qui estime qu'«il n'y a aucune discrimination dans l'application de la réglementation qui s'applique de la même manière à l'en-

semble des cotisants. Le principe de solidarité doit s'imposer à tous les assurés sociaux affiliés à la Casnos», expliquera le premier responsable de celle-ci, qui estime qu'il n'est pas logique qu'un affilié qui exerce une fonction libérale ou commerciale, qui gagne plus et réalise un chiffre d'affaires, important, soit soumis à un taux de cotisation minimum de 32 400 DA par an.

Selon A. Y. Chawki, ceux qui gagnent plus doivent cotiser plus, c'est-à-dire au taux maximum de 64 800 DA/an.

Dans le cas contraire, la loi s'appliquera et les contrevenants seront redressés, menacera-t-il, tout en précisant qu'il reste ouvert au dialogue.



Acheuk Youcef Chawki, P-dg de la Casnos.

«Nous sommes un organe d'écoute, et nous sommes disposés à examiner dans une commission mixte, regroupant d'autres partenaires institutionnels, les dossiers des cotisants qui méritent de cotiser au taux minimum», dira le patron de la Casnos. Estimant que la culture de la sécurité sociale commence à s'installer au sein de la société algérienne, l'orateur

signalera que sur 90 000 assujettis recensés à Tizi-Ouzou, 78% se sont acquittés de leurs cotisations.

Le taux de cotisants au minimum est de 13%, alors qu'il était de 90% en 2015. Au niveau national, le recouvrement au taux minimal était de 83%, il est tombé, en 2016, à 20%.

S. A. M.

Pas de nouveaux postes budgétaires pour la Protection civile cette année ?

La Direction générale de la Protection civile a démenti l'information concernant l'ouverture du recrutement au sein de ce corps constitué au sujet duquel certaines pages non officielles sur les réseaux sociaux s'en sont données à cœur joie pour la relayer.

Le mois de juillet étant inscrit depuis des années dans le calendrier de la Protection civile comme date d'ouverture du recrutement, beaucoup de fausses annonces sont venues polluer la toile, évoquant des postes pour plusieurs catégories de pompiers.

Il convient néanmoins de souligner que c'est le retard accusé justement pour le lancement des concours pour le recrutement des pompiers qui a suscité cette campagne. Mais est-ce que ce retard est justifié ? La Protection civile a-t-elle subi des coupes budgétaires dans ce contexte de crise économique où le gouvernement prône plus de rationalité dans la gestion des recettes de l'Etat et gèle aussi bien des opérations de développement budgétisées que le recrutement dans la Fonction publique ?

En tout cas, la Direction générale de la Protection civile a indiqué qu'au cas où il y aurait recrutement, elle le fera savoir, à temps, par le biais des canaux officiels habituels.

L. H.